

**MARCHE PUBLIC DE FOURNITURE COURANTES ET  
SERVICES :  
PRESTATION DE SERVICE DE NETTOYAGE ET DE VITRERIE DE  
LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE L'ESSONNE**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION  
MARCHE N°17/2025  
APPEL D'OFFRES OUVERT  
DATE LIMITE DE RECEPTION DES PLIS  
09 SEPTEMBRE 2025 – 17h00**

**POUVOIR ADJUDICATEUR**

**CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE L'ESSONNE**

2, AVENUE DU LAC 91013 EVRY-COURCOURONNES CEDEX

Le pouvoir adjudicateur est représenté par :

**Monsieur le Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales  
de l'Essonne**

Monsieur Gaudérique BARRIERE

# Article 1 : Objet de la consultation

## Article 1.1 : Acheteur

### **Pouvoir adjudicateur :**

Caisse d'Allocations Familiales de l'Essonne  
2, Avenue du Lac  
91013 Evry-Courcouronnes Cedex

## Article 1.2 : Objet du marché

La consultation porte sur les prestations suivantes :

- Prestation de service de nettoyage et de vitrerie des locaux de la Caf de l'Essonne

Référence à la nomenclature européenne (CPV) :

Objet principal : 90910000-9 : Service de nettoyage des locaux (objet principal)

## Article 1.3 : Procédure

La Caisse d'Allocations Familiales de l'Essonne est un organisme de droit privé en charge d'une mission de service public appartenant aux organismes de Sécurité Sociale.

La Caisse d'Allocations Familiales procède à la présente mise en concurrence conformément à :

- L'article L.124-4 du code de la sécurité sociale,
- L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale,
- L'article L.1111-1 du code de la commande publique, le présent marché est un marché,
- L'article L.1111-4, le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de services.
- L'article L.2113-11 du code de la commande publique, le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement, la dévolution en lots séparés est de nature à restreindre la concurrence ou risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations. La Caf de l'Essonne estime qu'il est plus efficient et économiquement rentable d'avoir un prestataire assurant les missions avec son personnel, permettant une meilleure planification des missions de chacun dans le cadre de missions interconnectées.
- Les articles L.2124-1 et R.2124-1 du code de la commande publique, le présent marché est passé selon une procédure formalisée,
- Les articles L.2124-2 et R.2124-2 1° du code de la commande publique, le présent marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert,
- Les articles L.2125-1, R.2162-1 et suivants du code de la commande publique,

- L'article L.2132-2 du code de la commande publique visant la dématérialisation des communications et échanges d'information. Dans ce cadre, la Caisse d'Allocations Familiale utilise la Plateforme « PLACE ».
- Dans le cadre de la présente procédure, la Caf de l'Essonne estime que le coût global de la prestation, est annuellement inférieur à 500 000 euros hors taxes.

## Article 1.4 : Conditions de participation des concurrents

Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous la forme d'un candidat unique possédant toutes les compétences réclamées ou d'un groupement, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

L'offre qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt.

Elle devra également indiquer les prestations (et leur montant) dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants qui l'exécuteront à la place du titulaire.

Conformément à l'article R.2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne peut être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation du pouvoir adjudicateur, un ou plusieurs sous-traitants.

Il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de membres de plusieurs groupements.

Le dépôt d'offres distinctes par des filiales d'un même groupe n'est pas interdit. Cependant, deux conditions cumulatives doivent être réunies : l'offre de la filiale doit être personnelle et indépendante de celle de l'autre filiale et doit faire appel à des moyens propres pour élaborer, décider et exécuter sa proposition au cas où sa candidature est retenue ; les filiales doivent s'interdire toute pratique de concertation sur leurs offres respectives.

## Article 1.5 : Conditions de la consultation

L'ensemble des documents du dossier de consultation est rédigé en langue française et ne fera l'objet d'aucune traduction de la part de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Essonne.

Les offres inacceptables et inappropriées au sens du code de la commande publique ne seront pas étudiées.

Les candidats devront obligatoirement effectuer une visite des locaux. En l'absence de visite, le dossier sera rejeté.

## Article 2 : Durée du marché

Le présent marché prend effet le 1<sup>er</sup> avril 2026.

La durée du marché est fixée à 1 an, renouvelable par tacite reconduction, de manière annuelle, dans la limite de trois renouvellements.

Par conséquent, cela donne une durée maximale du marché de 4 ans soit jusqu'au 31 mars 2030.

Conformément à l'article R.2112-4 du code de la commande publique, le titulaire du marché ne peut pas s'opposer à la reconduction du marché.

En cas de non-renouvellement, le préavis est effectué par courrier recommandé avec avis de réception, avec un délai de trois mois par rapport à la date de démarrage du marché. Le titulaire du marché ne peut prétendre à aucun dédommagement ou quelconque indemnité en cas de non-renouvellement.

## Article 3 : Durée de validité des propositions

Les propositions sont valables 180 jours à compter de la date limite de réception des plis.

## Article 3 : Financement et paiement

Conformément à l'article R.2190-10, le délai de paiement est fixé à trente jours. La devise utilisée est l'euro. Les factures sont à déposer sur CHORUS PRO.

## Article 4 : Inscription obligatoire à la plateforme e-attestations

Le titulaire du marché s'engage à s'inscrire (gratuitement) sur la plateforme e-attestations / aprovall afin de déposer périodiquement les documents obligatoires. Le lien est : <https://www.e-attestations.com/>

## Article 5 : Autres dispositions :

Les variantes ne sont pas autorisées et il n'est pas prévu d'option.

Le fait de répondre à la présente mise en concurrence signifie que le candidat a lu l'intégralité des documents et les accepte sans réserve.

## Article 6 : Dossier de consultation

Le dossier de la consultation comprend les documents suivants :

- Le règlement de la consultation
- L'acte d'engagement comportant en annexe le bordereau de prix unitaire
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),

Le dossier de la consultation est disponible sur la plateforme « PLACE ».

Les réponses apportées aux candidats sur la plateforme PLACE sont réputées comme connues du candidat.

## Article 7 : Documents à produire

Le dossier à remettre par chaque candidat comprendra les pièces suivantes :

### **Justificatif de candidature**

- Lettre de candidature (formulaire DC1)
- Déclaration du candidat individuel ou membre du groupement (formulaire DC2)
- Les candidats peuvent utiliser le DUME à la place des formulaires DC1 et DC2
- Pour les soumissionnaires en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés,
- Attestation de régularité fiscale,
- Attestation de régularité sociale (URSSAF)
- Attestation d'assurance professionnelle en cours de validité

### **Contenu de l'offre**

- L'acte d'engagement **signé**
- Le bordereau de prix (deux onglets) intégralement complété ;
- Le cadre de réponse technique du candidat (répondant de manière conforme aux prescriptions de la Caf de l'Essonne),
- Le bon de visite complété et signé par le représentant de la Caf de l'Essonne, à l'occasion de la visite des lieux sur les différents sites.
- Tout document que le candidat jugera utile à la présentation et à la bonne compréhension de son offre

Les documents remis par les candidats doivent être exclusivement rédigés en langue française. La Caisse d'Allocations Familiales de l'Essonne ne procèdera à aucune traduction. En cas de transmission de document rédigé dans une langue autre que le français, ce dernier sera réputé comme non transmis.

Conformément au code de la commande publique, la réponse des candidats ne peut être apportée que par voie dématérialisée. La Caisse d'Allocations Familiales de l'Essonne utilise la plateforme « PLACE ». Il appartient au candidat de prévoir éventuels aléas de disponibilité de la plateforme ainsi que la durée des transferts de fichiers. En cas de soucis avec la plateforme, il est inutile de contacter la Caisse d'Allocations Familiales de l'Essonne. Il convient de contacter les services compétents de « PLACE ».

## Article 8 : Négociations

Sans objet.

## Article 9 : Jugement des propositions

### **1. Vérification de la conformité des offres**

Conformément aux articles R 2152-1 et R2152-2 du décret n° 2018-1075 du 03 décembre 2018, les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Pour rappel :

Une offre irrégulière est une offre qui ne respecte pas les exigences formulées dans les documents de la consultation notamment parce qu'elle est incomplète, ou qui méconnaît la législation applicable notamment en matière sociale et environnementale.

Une offre inacceptable est une offre dont le prix excède les crédits budgétaires alloués au marché tels qu'ils ont été déterminés et établis avant le lancement de la procédure.

Une offre inappropriée est sans rapport avec le marché parce qu'elle n'est manifestement pas en mesure, sans modification substantielle, de répondre au besoin et exigences de l'acheteur formulés dans les documents de la consultation.

### **2. Critère de jugement des offres**

Pour les offres conformes, leur jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article R 2152-7 du code de la commande publique au regard des critères de choix énoncés ci-dessous :

1. **La valeur technique de l'offre**, appréciée à hauteur **de 60 points (sur 100)**, par rapport :
  - 1.1 L'organisation générale de l'entreprise pour l'exécution et le suivi du marché (17 points sur 60)
  - 1.2 Moyens humains affectés à la prestation (23 points sur 60)
  - 1.3 Moyens techniques affectés à la prestation (10 points sur 60)
  - 1.4 Performance développement durable et insertion sociale (10 points sur 60)
2. **Les conditions financières**, appréciées à hauteur **de 40 points (sur 100)** par rapport aux :
  - 2.1 Prestations forfaitaires, notés sur 35 points,
  - 2.2 Prestations exceptionnelles, notés sur 5 points.

Les offres sont notées sur 100 et classées par ordre décroissant en fonction des critères désignés ci-dessus.

### COPIE DE SAUVEGARDE

Le candidat peut transmettre une copie de sauvegarde, de préférence en utilisant une clé usb.  
Le candidat adresse son pli à : Caf de l'Essonne / Pôle Achats Marchés / Copie de sauvegarde Marché 17/2025 Marché de ménage / Ne pas ouvrir / 2, Avenue du Lac 91013- Evry-Courcouronnes Cedex

## Article 10 : Visites obligatoires

Des visites obligatoires sont prévues le :

- Le mardi 5 août 2025 à 09h30 : rendez vous au siège situé au 2 avenue du lac à Evry-Courcouronnes (91013)
- Le mardi 5 août 2025 à 13h30 : rendez vous à l'espace accueil de la Caf de l'Essonne situé au 1 avenue de France à Massy (91300) qui sera suivie de la visite du site administratif situé au 2 ter avenue de France à Massy (91300)
- Le jeudi 7 août 2025 à 09h30 : rendez-vous au siège situé au 2 avenue du lac à Evry-Courcouronnes (91013)
- Le jeudi 7 août 2025 à 13h30 : rendez-vous à l'espace accueil de la Caf de l'Essonne situé au 1 avenue de France à Massy (91300) qui sera suivie de la visite du bâtiment administratif situé au 2 ter avenue de France à Massy (91300)

Tout dossier sans que le candidat n'ait procédé à la visite verra son dossier automatiquement rejeté et ne pourra exercer aucun recours.

Ces dates ne sont pas modifiables et il n'y a pas d'autre disponibilités.

**Il convient de s'inscrire par courrier électronique à l'adresse [achats-marches@caf91.caf.fr](mailto:achats-marches@caf91.caf.fr) au plus tard le vendredi 1<sup>er</sup> août à 14h00.**

## Article 10 : Renseignements complémentaires :

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur serait nécessaire au cours de leur étude, les candidats devront utiliser l'espace dédié au sein de la plateforme « PLACE » au plus tard le mercredi 03 septembre à 14h00.

Toute question relevant de l'utilisation, fonctionnement, technique liée à la plateforme « PLACE » : contacter les services compétents de la plateforme « PLACE ».

### **Voies et délais de recours**

En cas de litige et avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties s'engagent à tenter de résoudre de manière amiable ledit litige.

En cas de litige, le droit français est seul applicable.

Les différends et litiges sur les règles de publicité et de mise en concurrence relatifs à la présente procédure relèveront de la seule compétence du Tribunal Judiciaire de Paris situé

Parvis du Tribunal - 75017 Paris - coordonnées téléphoniques : 01 44 32 51 51, dont relève l'organisme contractant (décret n° 2009-1455 du 27 novembre 2009 relatif à la spécialisation des juridictions en matière de contestations concernant les obligations de publicité et de mise en concurrence des contrats de droit privé relevant de la commande publique).



Les différents et litiges qui pourraient survenir en cours d'exécution du marché et qui n'auraient pu être réglés par les présentes dispositions, ou par un éventuel arbitrage convenu entre les parties, seront portés devant le Tribunal de Grande Instance du siège social de la Caf de l'Essonne, à savoir :

Tribunal Judiciaire d'Evry  
9 rue des Mazières - 91012 Evry  
Tél. : 01 60 76 78 00